

- sasseur;
- blutteur;
- ensacheur-peseur spécialisé de farine;
- conducteur de chevaux.

3. Catégorie C (ouvriers qualifiés) :

- machiniste;
- chauffeur de chaudière;
- conducteur de cylindre;
- conducteur spécialisé de nettoyage (grains);
- cannelier;
- conducteur de véhicules automobiles.

4. Catégorie D (ouvriers de métiers) :

- conducteur de moulin (ouvrier assumant la responsabilité de la conduite d'un moulin d'une capacité journalière de maximum 150sacs);
- ajusteur;
- électricien;
- forgeron;
- maçon;
- menuisier;
- peintre, etc ...

Chapitre 4 - Salaires horaires.

Art. 4. Le 1er juin 1999, les salaires horaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers, quel que soit leur âge :

	38 h./ semaine	37 h./ semaine
Catégorie A (ouvriers manoeuvres)	380.20 FB.	389.05 FB.
Catégorie B (ouvriers spécialisés)	392.40 FB.	401.80 FB.
Catégorie C (ouvriers qualifiés)	404.60 FB.	414.00 FB.

Ces salaires horaires minimums sont augmentés de 6,25 FB. de l'heure au 1^{er} juin 2000, quel que soit le régime de travail.

Art. 5. Le salaire minimum de la catégorie D (ouvriers de métier) est fixé par convention entre parties suivant les usages locaux. Il ne peut toutefois être inférieur au salaire minimum de la catégorie C (ouvriers qualifiés).

Art. 6. Pendant les six premiers mois d'occupation dans l'entreprise, à compter à partir du premier jour de l'entrée en service, un salaire d'accès est applicable s'élevant à 90% du salaire réellement payé pour la fonction dans l'entreprise.

Les périodes d'occupation dans l'entreprise avant le 1er juin 1999 sont déduites de ces six mois. La période de six mois ne peut être appliquée qu'une seule fois par ouvrier mais, elle peut cependant être échelonnée sur plusieurs périodes d'occupation.

Une fois cette période de six mois dépassée, l'ouvrier concerné a droit à une prime s'élevant à 10% du produit résultant de la multiplication de 26 fois le salaire horaire

normal, multiplié par le régime de travail convenu de l'ouvrier concerné dans l'entreprise.

Les salaires d'accès ne peuvent être invoqués pour l'application de l'article 10 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Les salaires d'accès ne peuvent être cumulés avec d'autres régimes salariaux dégressifs tels que ceux des stagiaires, apprentis industriels et étudiants.

Art. 7. En dérogation à l'article 4 de la présente convention collective de travail, les salaires minimums suivants sont d'application aux ouvriers occupés en tant qu'étudiants, comme prévu sous le titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, exprimés en pourcentage des salaires minimums mentionnés à l'article 4 :

Âge	Pourcentage
18 ans et plus	90
17 ans	80
16 ans	70
15 ans	60

Chapitre 5 - Rattachement des salaires à l'indice des prix à la consommation.

Art. 8. Les salaires horaires minimums fixés par la présente convention collective de travail, ainsi que les salaires effectivement payés dans les entreprises, sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 30 avril 1999, conclue au sein de la C.P. de l'industrie alimentaire, concernant le rattachement des salaires à l'indice des prix à la consommation. Ils correspondent à la tranche de stabilisation 100,81 inclus - 104,88 exclu - telle que celle-ci résulte de l'application de la convention collective de travail précitée.

Chapitre 6 - Prime d'équipes et de nuit.

Art. 9. Est considéré comme travail de nuit, le travail effectué entre 22 et 6 heures.

Toutefois, le travail effectué entre 5 et 6 heures, ou entre 22 et 23 heures par les équipes du matin ou de l'après-midi, n'est pas considéré comme travail de nuit.

Art. 10. Le travail en deux ou trois équipes donne droit aux suppléments suivants sur le salaire horaire :

Equipe du matin.....	7.5 %
Equipe de l'après-midi.....	7.5 %
Equipe de nuit.....	7.5 %

Art. 11. Le travail de nuit donne droit à un supplément de salaire de 20 % sur le salaire horaire, sans préjudice de l'éventuel supplément de 7.5 % pour le travail en équipes prévu à l'article 10.

Ce supplément de 20 % peut être octroyé soit en salaire, soit en repos compensatoire payé.

Art. 12. Si le supplément pour travail de nuit est octroyé en repos compensatoire payé, il doit l'être de manière à ce qu'il soit apuré dans le courant du mois civil suivant.

Au cas où le repos compensatoire payé auquel l'ouvrier a droit, est inférieur au nombre d'heures de travail d'une prestation journalière de travail normal, le supplément visé à l'article 11 est payé en salaire.

Au cas où le repos compensatoire payé auquel l'ouvrier a droit est égal à un nombre d'heures de travail d'une ou plusieurs prestations journalières de travail, le supplément visé à l'article 11 est octroyé en jours de repos compensatoire payés ou en salaire.

Au cas où, après octroi de jours de repos compensatoire payés, il reste un solde d'heures insuffisant pour donner droit à un jour entier de repos compensatoire payé, ce solde est payé en salaire.

Art. 13. L'application des articles 9 à 12 ne peut entraîner une diminution de la rémunération globale moyenne (salaire + suppléments) ou une augmentation de la durée moyenne de travail.

Chapitre 7 - Validité.

Art. 14. La présente convention collective de travail remplace celle du 25 juin 1997, conclue au sein de la C.P. de l'industrie alimentaire concernant le contrat collectif des ouvriers occupés dans les meuneries et les entreprises de fleur de seigle, rendue obligatoire par A.R. du 20.5.1998 (M.B. du 8.9.1998).

Elle produit ses effets au 1^{er} juin 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000. Subséquemment, elle sera prolongée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Les régimes plus avantageux qui existaient avant l'entrée en vigueur de la présente convention collective, sont maintenus.

La convention collective de travail du 23 septembre 1974, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie Alimentaire, concernant les primes d'équipes et de nuit des ouvriers occupés dans les meuneries et les entreprises de fleur de seigle, rendue obligatoire par A.R. du 3 février 1975 (M.B. du 15 mars 1975) est abrogée à partir du 1^{er} juin 1999.

Commentaire

Les salaires horaires minimums, mentionnés à l'article 4, premier alinéa s'élèvent en Euro à :

	<i>38 h./semaine</i>	<i>37 h./semaine</i>
<i>Catégorie A (ouvriers manoeuvres)</i>	<i>9.4249</i>	<i>9.6443</i>
<i>Catégorie B (ouvriers spécialisés)</i>	<i>9.7273</i>	<i>9.9604</i>
<i>Catégorie C (ouvriers qualifiés)</i>	<i>10.0298</i>	<i>10.2628</i>

6

EAE_NA_.Maalderij

MAALDERIJ EN ROGGEBLOEM : Loon- en arbeidsvoorwaarden

C.A.O. geldig van 1.6.1999 tot 31.12.2000 en stilzwijgend verlengd (K.B. gevraagd).

K.B. : B.S. :
----- -----

P.C. VOEDINGSNIJVERHEID - Zitting van 30.4.1999

Hoofdstuk 1 - Toepassingsgebied.

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de maalderijen en ondernemingen van roggebloem.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk 2 - Wekelijkse arbeidsduur.

Art. 2. De wekelijkse arbeidsduur wordt verdeeld over de eerste vijf dagen van de week, uitgezonderd in de bij artikel 12 van de arbeidswet van 16 maart 1971 bepaalde gevallen.

In de ondernemingen waar het vwerk met opeenvolgende ploegen is georganiseerd, mogen de arbeiders van de nachtploeg uiterlijk tot de zaterdagmorgen 6 uur worden tewerkgesteld, op voorwaarde dat het vwerk in de onderneming niet voor 6 uur 'smorgens van de volgende maandag wordt hervat.

Hoofdstuk 3 - Indeling van de werklieden en werksters.

Art. 3. De arbeiders worden als volgt in vier categorieën ingedeeld :

1. Catégorie A (hulparbeiders) :

- magazijnarbeider ;
- zakkenvuller en weger van korengrind en afval ;
- reiniger van ledige zakken ;
- zakkendrager ;
- nachtwaker ;
- steenkoolruier.

2. Catégorie B (geofende werklieden en werksters) :

- geoetende graanlosser uit boten ;
- graanreiniger ;
- zifter ;
- builer ;

NEERLEGGING-DEPOT

09 -07- 1999

51.249

leding

- geofende zakkenvuller-bloemweger;
- paardengeleider.

3. Catégorie C (geschoolde arbeider) :

- machinist ;
- ketelstoker ;
- bediener van de cylinder ;
- geofende toezichter over de graanreiniger ;
- groevenmaker ;
- bestuurder van autovoertuigen.

4. Catégorie D (vaklieden) :

- molenbestuurder (arbeider die verantwoordelijk is voor het besturen van een molen met een dagelijkse maximumcapaciteit van 150 zakken)
- bankwerker ;
- électricien ;
- smid ;
- metselaar ;
- schrijnwerker ;
- schilder, enz.

Hoofdstuk 4 - Uurlonen.

Art. 4. Op 1 juni 1999 gelden volgende minimumuurlonen voor de arbeiders, ongeacht hun leeftijd :

	38 urenweek	37 urenweek
Catégorie A (hulparbeiders)	380.20 BEF.	389.05 BEF.
Catégorie B (geofende arbeiders)	392.40 BEF.	401.80 BEF.
Catégorie C (geschoolde arbeiders)	404.60 BEF.	414.00 BEF.

Deze minimumuurlonen worden verhoogd met 6,25 BEF per uur op 1 juni 2000, ongeacht het arbeidsduurstelsel.

Art. 5. Het minimumuurloon van de catégorie D (vaklieden) wordt vastgesteld door overeenkomst tussen partijen volgens de plaatselijke gebruiken. Het mag evenwel niet lager zijn dan het minimumuurloon van de catégorie C (geschoolde arbeiders).

Art. 6. Gedurende de eerste zes maanden van tewerkstelling in de onderneming, te rekenen vanaf de eerste dag van de eerste indiensttreding, geldt een instaploon ten bedrage van 90 % van het werkelijk betaalde loon van de functie in de onderneming.

De périodes van tewerkstelling in de onderneming voor 1 juni 1999 worden in mindering gebracht op deze zes maanden. De période van zes maanden kan slechts één maal per arbeider worden toegepast maar kan evenwel gespreid worden over meerdere tewerkstellingsperiodes.

Eens deze période van zes maanden overschreden, heeft de betrokken arbeider recht op een premie ten bedrage van 10% van het product bestaande uit 26 maal het normaaluurloon, vermenigvuldigd met de overeengekomen arbeidsregeling van de betrokken arbeider in de onderneming.

De instaplonen kunnen niet ingeroepen worden voor de toepassing van artikel 10 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

De instaplonen kunnen niet gecumuleerd worden met andere degressieve loonregelingen zoals deze voor stagiairs, industriële leerlingen en studenten.

Art. 7. In afwijking op artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelden voor arbeiders tewerkgesteld met een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten zoals bepaald in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten volgende minimumlonen, uitgedrukt als een percentage van de in artikel 4 vermelde minimumlonen :

Leeftijd	Percentage
18jaar en ouder	90
17 jaar	80
16jaar	70
15 jaar	60

Hoofdstuk 5 - Koppeling van de uurlonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen

Art. 8. De bij deze collectieve arbeidsovereenkomst vastgestelde minimumuurlonen, alsook de werkelijk betaalde lonen in de onderneming worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, tot koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Zij stemmen overeen met de stabilisatieschijf 100.81 inbegrepen 104.88 niet inbegrepen, zoals deze voortvloeit uit de toepassing van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk 6 - Nachtarbeid en Ploegenarbeid

Art. 9. Wordt als nachtarbeid aangezien, het werk verricht tussen 22 en 6 uur.

Nochtans wordt het werk door de morgenploeg of de namiddagploeg verricht tussen 5 en 6 uur of tussen 22 en 23 uur niet aangezien als nachtarbeid.

Art. 10. Arbeid in twee of drie ploegen geeft recht op volgende toeslagen op het uurloon :

morgenploeg	7.5 pct.
namiddagploeg	7.5 pct.
nachtploeg	7.5 pct.

Art. 11. Nachtarbeid geeft recht op een loontoeslag van 20 pct. op het uurloon, onafgezien de eventuele 7.5 pct. toeslag voor ploegenarbeid voorzien in artikel 10.

Deze 20 pct. toeslag mag verleend worden hetzij in loon, hetzij in betaalde compensatierust.

Art. 12. Indien de toeslag voor de nachtarbeid in betaalde compensatierust verleend wordt, dan geschiedt dit op zulke wijze dat deze in de loop der daarop volgende kalendermaand vereffend is.

64

Ingeval de betaalde compensatierust waarop de arbeider recht heeft, lager is dan het aantal arbeidsuren van een normale arbeidsdag, dan wordt de toeslag voorzien bij artikel 11 in loon uitbetaald.

Is de betaalde compensatierust waarop de arbeider recht heeft gelijk aan het aantal uren van één of meer arbeidsdagen, dan wordt de toeslag voorzien bij artikel 11 in betaalde vergeldende rustdagen of in loon verleend.

Indien, na toepassing van de betaalde vergeldende rustdagen, een saldo in uren overblijft onvoldoende om een volledige dag betaalde compensatierust te verlenen, dan wordt het saldo in loon uitbetaald.

Art. 13. De toepassing van de artikelen 9 tot 12 mag geen vermindering van de globale gemiddelde bezoldiging (loon + toeslagen), of geen verhoging van de gemiddelde arbeidsduur tot gevolg hebben.

Hoofdstuk 7 - Geldigheid.

Art. 14. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 25 juni 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, betreffende het collectief contract van de arbeiders tewerkgesteld in de maalderijen en ondernemingen van roggebloem, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 20 mei 1998 (Belgisch Staatsblad van 8 september 1998).

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000. Nadien wordt zij stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende periodes van één jaar, behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst bij een ter post aangetekende brief, gericht aan voorzitter van het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid.

Gunstiger regelingen die voor de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst bestonden, blijven behouden.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 23 september 1974, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, betreffende de nacht- en ploegenpremies van de arbeiders tewerkgesteld in de maalderijen en de ondernemingen van roggebloem, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 3 februari 1975 (Belgisch Staatsblad van 15 maart 1975) wordt opgeheven met ingang van 1 juni 1999.

Commentaar

De in artikel 4, eerste lidvermelde minimumuurlonen bedragen in Euro :

	<i>38 urenweek</i>	<i>37 urenweek</i>
<i>Hulparbeiders</i>	<i>9.4249</i>	<i>9.6443</i>
<i>Geoefenden</i>	<i>9.7273</i>	<i>9.9604</i>
<i>Geschoolden</i>	<i>10.0298</i>	<i>10.2628</i>